

Unité interdépartementale Cantal/Allier/Puy de Dôme  
7 rue Léo Lagrange  
63000 Clermont-ferrand

Lyon, le 04/05/2026

## Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 14/04/2026

### Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

**ADISSEO FRANCE S.A.S**

3 RUE HENRI CHATAIN  
03600 Commentry

Références : 2026-RAP-RA-08  
Code AIOT : 0005600022

### 1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 14/04/2026 dans l'établissement ADISSEO FRANCE S.A.S implanté Rue Marcel Lingot 03600 Commentry. L'inspection a été annoncée le 04/03/2026. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

L'inspection s'est déroulée dans le cadre du programme d'inspection du pôle risque accidentel du service de prévention des risques de la DREAL. Cette inspection a pour thématique l'action régionale 2026 relative aux détecteurs.

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- ADISSEO FRANCE S.A.S
- Rue Marcel Lingot 03600 Commentry
- Code AIOT : 0005600022

- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil haut
- IED : Oui

La société ADISSEO exploite à Commentry une usine chimique réalisant des additifs pour la nutrition animale. Les produits fabriqués sont la vitamine A et la Smartamine (produit à base de méthionine pour les bovins). Le site est classé SEVESO seuil haut pour le stockage de produits toxiques, de produits dangereux pour l'environnement et pour des liquides inflammables.

### Thèmes de l'inspection :

- AR - 5

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de

la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
1	Identification des MMR	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 7.1 et annexe III	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	4 mois
2	Détecteurs EDD et locaux à risques	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 55	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	6 mois
3	Maintenance des détecteurs	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 54	Demande d'action corrective	4 mois
5	Cinétique de la MMR	Arrêté Ministériel du 29/05/2005, article 5	Demande d'action corrective	4 mois
6	Maintien en sécurité et mises à l'arrêt	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 54	Demande d'action corrective	4 mois

*(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale*

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
4	Test des MMR	Arrêté Ministériel du 29/05/2005, article 4	Sans objet
7	Défaillance des MMR	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 7.5	Sans objet
8	Report d'alarme des détecteurs	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 55	Sans objet

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection a mis en évidence l'existence de bonnes pratiques concernant la maintenance et les tests réalisés sur les détecteurs mais un défaut de formalisation de ces pratiques dans des

procédures.

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : Identification des MMR

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 7.1 et annexe III
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Étude de danger
<b>Prescription contrôlée :</b>  Article 7.1. Généralités. L'étude de dangers justifie que l'exploitant met en œuvre les mesures de maîtrise du risque internes à l'établissement, dont le coût n'est pas disproportionné par rapport aux bénéfices attendus, en application des dispositions de l'article R. 515-90 du code de l'environnement. L'annexe II du présent arrêté précise les critères d'application de cette démarche.  Annexe III I.6. Document récapitulatif des mesures de maîtrise des risques figurant dans l'étude de dangers. Ce document indique a minima l'identification de la mesure en référence à l'étude de dangers, son objectif, son niveau de confiance, son efficacité, son action et les scénarios sur lesquels elle intervient, la cinétique de mise en œuvre de la réponse attendue, les critères de pérennité et, le cas échéant, les critères d'indépendance vis-à-vis des autres mesures de maîtrise des risques participant à la maîtrise du même phénomène dangereux.
<b>Constats :</b>  L'exploitant dispose d'une liste de ses MMR, sous forme de tableau en annexe de son EDD (cf. Annexe 18.1). Le tableau indique le numéro de la MMR, la description d'une partie de la MMR (la partie « prise d'information » selon l'OMEGA 10 de l'INERIS), l'action attendue de la MMR, l'ERC sur lequel elle agit et le niveau de confiance de la MMR. Il manque plusieurs informations dans ce tableau et notamment : <ul style="list-style-type: none"><li>• l'action mise en œuvre par la MMR (par exemple : ferme la vanne XX) ;</li><li>• l'ensemble de la chaîne que constitue la MMR. Il manque la description du type de système de traitement associé à la MMR (automate, relais,...) et les équipements ou opérations qui constituent les actionneurs (vanne, alarme, action opérateur,...) ;</li><li>• le seuil de déclenchement de la partie prise d'information de la MMR (% LIE, niveau de remplissage,...) ;</li><li>• la cinétique de mise en œuvre de la MMR.</li></ul> La suite de l'inspection s'est focalisée sur les détecteurs explosimétriques au sein des MMR suivantes : <ul style="list-style-type: none"><li>• le détecteur AIS 70268 (explosimètre éther) dans la zone de dépotage des wagons éther, correspondant au capteur de fuite d'éther valorisé dans la MMR70 agissant sur l'ERC19 avec un niveau de confiance NC1 ;</li></ul>

- les détecteurs AIS 14236 et AIS14237 gaz (détection méthane en vote 1002) au niveau de la chaufferie SEUM, correspondants aux capteurs de fuite de gaz naturel de la MMR 76 valorisée dans l'ERC31 avec un niveau de confiance NC2.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'exploitant devra compléter son tableau listant les MMR de son site avec les informations suivantes :

- la description de l'action mise en œuvre par la MMR (par exemple : ferme la vanne XX) ;
- la description du type de système de traitement associé à la MMR (automate, relais,...) et les équipements ou opérations qui constituent les actionneurs (vanne, alarme, action opérateur,...) ;
- seuil de déclenchement de la partie prise d'information de la MMR (% LIE, niveau de remplissage,...) ;
- la cinétique de mise en œuvre de la MMR.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 4 mois

**N° 2 : Détecteurs EDD et locaux à risques**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 55

**Thème(s) :** Risques accidentels, Dimensionnement du réseau de détecteurs et conception

**Prescription contrôlée :**

Surveillance et réseau de détecteurs.

A.- L'exploitant met en place un réseau de détecteurs tel que prévu dans son étude de dangers. Il met en place des détecteurs dans les zones identifiées comme pouvant être à l'origine d'incendie ou d'explosion définies dans l'étude de dangers et pouvant conduire à un ou des phénomènes dangereux identifiés conduisant à des effets irréversibles, au sens de l'arrêté du 29 septembre 2005 susvisé, qui sortent des limites du site ainsi que dans les locaux abritant des équipements concourant à la protection des installations (local de la pomperie incendie, local des alimentations de secours ...).

Les détecteurs, leur positionnement et leur nombre sont adaptés aux risques identifiés.

L'exploitant tient à disposition les justificatifs de conception et dimensionnement du réseau de détecteurs. Il tient à jour, la liste de ces détecteurs avec leur fonctionnalité,[...]

**Constats :**

L'exploitant ne dispose pas de détecteurs dans les zones à risque d'incendie, notamment dans les bâtiments de pomperie incendie.

**La MMR 70** est constituée d'un détecteur AIS 70268 qui, sur détection de 40% de la LIE d'éther, déclenche l'action de fermeture de vanne et d'arrêt de la pompe de dépotage en quelques secondes. Elle déclenche également une alarme en salle de contrôle avec une action humaine de déclenchement du bouton d'urgence du système déluge estimée dans la fiche MMR 70 en moins de 5 minutes.

La technologie du détecteur est celle de l'infrarouge, de marque Dräger. Le gaz étalon utilisé est

du propane 0.9%. Le détecteur est bien adapté pour détecter le gaz cible de cette MMR d'après la fiche constructeur.

Les différents équipements constituant cette MMR sont bien présents dans la zone de dépotage et correctement identifiés avec des étiquettes rouges indiquant leur nom et le numéro de la MMR.

**La MMR 76** est constituée de deux détecteurs AIS 14236 et AIS 14237 qui, sur détection de 40% de la LIE de méthane, déclenchent l'action de mise en sécurité de la chaudière SEUM (fermeture de la vanne d'arrivée de gaz). La cinétique d'action de cette MMR a été estimée dans la fiche MMR76 à environ 15 secondes.

La technologie de ces détecteurs est de type catalytique, de marque Dräger. Le gaz étalon utilisé est du méthane 2.5%. Le détecteur est bien adapté pour détecter le gaz cible de cette MMR d'après la fiche constructeur.

Le bâtiment où cette MMR se trouve n'était pas accessible le jour de l'inspection du fait d'une opération de revamping en cours. Aucun test n'a pu être réalisé.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'exploitant doit mettre en place des détecteurs dans les locaux abritant des équipements concourant à la protection des installations, notamment les locaux de pomperie incendie.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 6 mois

**N° 3 : Maintenance des détecteurs**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 54

**Thème(s) :** Risques accidentels, Établissement d'un programme et sa mise en œuvre.

**Prescription contrôlée :**

Équipements et procédures concourant à la maîtrise des risques.

A.-L'exploitant met en œuvre l'ensemble des équipements et procédures mentionnés dans l'étude de dangers qui concourent à la maîtrise des risques.

Il assure :

- le bon fonctionnement, à tout instant, des barrières de sécurité, et notamment l'efficacité des mesures de maîtrise de risques ;

- la tenue à jour des procédures ;

- le test des procédures incident/ accident ;

- la formation des opérateurs et intervenants dans l'établissement, y compris le cas échéant du personnel des entreprises extérieures, aux conditions de mise en œuvre et aux procédures associées aux barrières de sécurité et mesures de maîtrise des risques.

Ces actions sont tracées.

B.-L'exploitant définit et met en œuvre les opérations d'entretien et de vérification des barrières de sécurité et mesures de maîtrise des risques. Ces opérations respectent les exigences et spécificités définies par le fabricant.

**Constats :**

La maintenance préventive des détecteurs de la MMR70 et de la MMR76 est sous-traitée au constructeur de ces détecteurs, la société Dräger. Le calibrage de ceux-ci est réalisé lors de cette intervention. Une fréquence semestrielle est contractualisée avec la société Dräger. A l'issue de cette intervention, un rapport est transmis à ADISSEO. Le technicien Dräger est toujours accompagné par un technicien instrumentiste lors de son intervention.

A l'issue de l'intervention sur les détecteurs, l'instrumentiste effectue une synthèse dans un fichier qui permet de tracer les éventuelles dérives observées et les dysfonctionnements constatés.

En cas de dysfonctionnement constaté au cours de ces maintenances et de nécessité d'effectuer une action notamment de maintenance curative sur ces détecteurs, l'instrumentiste émet un avis de maintenance afin de permettre une programmation de l'intervention.

Les instrumentistes sont tous qualifiés QUALISIL selon des niveaux différents permettant d'effectuer des opérations de maintenance. Les niveaux les plus élevés des qualifications délivrées aux instrumentistes peuvent permettre à ces derniers de concevoir les boucles de sécurité.

Les détecteurs des MMR 70 et 76 n'ont pas de durée de vie préétablie. Ce sont les opérations de maintenance/calibrage semestrielles qui permettent de voir si le détecteur présente des signes de vieillissement. L'exploitant dispose de matériel en stock pour pouvoir remplacer des détecteurs.

L'exploitant a transmis l'historique des interventions réalisées sur les détecteurs des MMR 70 et 76.

L'exploitant a défini des fiches par type de détecteur reprenant les caractéristiques du détecteur, le ou les gaz à détecter, le gaz configuré dans l'explosimètre pour effectuer la détection, le gaz utilisé pour la détection (gaz d'étalonnage) et la valeur de contrôle à vérifier pour le gaz utilisé pour le contrôle. Le fichier précise également si des condamnations sont à effectuer et la manière de les réaliser. Les caractéristiques définies dans ces fiches ont été envoyées pour validation à la société Dräger qui a vérifié que le détecteur était adapté, la présence ou non de gaz poison, le choix des gaz d'étalonnage et de contrôle et les valeurs à contrôler. A chaque modification d'installation susceptible d'impacter les produits présents dans la zone où se situent les détecteurs, les informations sont transmises à la société Dräger pour re-validation des détecteurs et des conditions d'utilisation et de calibrage de ceux-ci.

L'exploitant ne dispose pas de procédures définissant l'organisation mise en place pour la maintenance notamment de ses MMR. Pour rappel l'exploitant doit mettre en œuvre à travers son SGS "Des procédures et des instructions [...] pour permettre la maîtrise des procédés et l'exploitation des installations en sécurité. Les phases de mise à l'arrêt et de démarrage des installations, d'arrêt, de même que les opérations d'entretien et de maintenance, même sous-traitées, font l'objet de telles procédures." (cf. annexe I.3 de l'AM du 26/05/2014).

#### **Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'exploitant doit établir une procédure définissant l'organisation mise en place pour la maintenance notamment de ses MMR.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 4 mois

#### **N° 4 : Test des MMR**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 29/05/2005, article 4

**Thème(s) :** Risques accidentels, Réalisation des tests

**Prescription contrôlée :**

Pour être prises en compte dans l'évaluation de la probabilité, les mesures de maîtrise des risques doivent être efficaces, avoir une cinétique de mise en œuvre en adéquation avec celle des événements à maîtriser, être testées et maintenues de façon à garantir la pérennité du positionnement précité.

**Constats :**

**La boucle de la MMR 70** est testée à une fréquence annuelle (12 mois). La fréquence a été calculée à l'issue du calcul SIL de la MMR. La cinétique de mise en œuvre de cette MMR prise en compte dans l'EDD est de 5 minutes. Cette cinétique correspond à l'action manuelle de mise en œuvre du système déluge par l'opérateur en salle de contrôle suite à une alarme. L'action de fermeture de la vanne et d'arrêt de la pompe de dépotage se fait en automatique en moins de 10 secondes. Les instrumentistes ont ciblé une valeur cible de 5 secondes dans leur fiche de test. Ces fiches sont remplies à chaque test, par les instrumentistes. Au delà de la vérification des actions de sécurité attendues (fermeture de vanne et arrêt de la pompe pour cette MMR), l'instrumentiste vérifie que les reports d'alarme se font bien. Les précautions à prendre et les vérifications à effectuer en amont des tests sont décrites dans ces fiches.

**La boucle de la MMR 76** est testée à une fréquence bisannuelle (24 mois). La fréquence a été définie à partir de la DT93.

Les dernières fiches de test de la MMR70 datant du 08/10/2025 et celle de la MMR 76 datant du 17/10/2025 ont été transmises. Elles sont conformes aux résultats attendus.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 5 : Cinétique de la MMR**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 29/05/2005, article 5

**Thème(s) :** Risques accidentels, Adéquation EDD

**Prescription contrôlée :**

L'adéquation entre la cinétique de mise en œuvre des mesures de sécurité mises en place ou prévues et la cinétique de chaque scénario pouvant mener à un accident doit être justifiée. Cette adéquation est vérifiée périodiquement, notamment à travers des tests d'équipements, des procédures et des exercices des plans d'urgence internes.

**Constats :**

**La MMR 70** est constituée d'un détecteur AIS 70268 qui, sur détection de 40% de la LIE d'éther, déclenche l'action de fermeture de vanne et d'arrêt de la pompe de dépotage en moins de 10 secondes. Elle déclenche également une alarme en salle de contrôle avec une action humaine consistant à appuyer sur un bouton d'urgence en salle de contrôle, qui déclenche le système déluge au niveau du poste de dépotage. Cette action manuelle est valorisée en moins de 5 minutes. La modélisation du phénomène dangereux résiduel a été faite en prenant en compte le délai de 5 minutes et donc la vidange de 13 tonnes d'éther du wagon qui contient au maximum 20 tonnes. L'arrêt de la pompe et de la vanne de dépotage en moins de 10 secondes n'est pas valorisé dans le scénario modélisé mais c'est cette cinétique qui est testée.

**La MMR 76** est constituée de deux détecteurs AIS 14236 et AIS 14237 qui, sur détection de 40% de la LIE de méthane, déclenche l'action de mise en sécurité de la chaudière SEUM (fermeture de la vanne d'arrivée de gaz). La cinétique de mise en œuvre de la MMR jusqu'à fermeture de la



vanne est valorisée en 15 secondes.

La cinétique de la boucle de sécurité de la MMR 70 est testée tous les ans et celle de la MMR76 est testée tous les 2 ans (cf point de contrôle n°4). La fréquence de test de la MMR 70 est validée par le calcul effectué dans GRIF et celle de la MMR76 est validée à partir du DT93.

L'enregistrement des tests est réalisé à l'aide la fiche "vérification des chaines de protection instrumentales". La fiche dispose de cases à cocher pour indiquer que les actions et la signalisation des actions attendues de la chaine de sécurité ont bien été observées. Il n'y a pas de case permettant d'indiquer le temps de réponse observé, cependant l'exploitant nous a dit que si le temps de réponse n'était pas satisfaisant, une observation était notée dans la case "observation". L'instrumentiste renseigne ensuite sa base de donnée "BD\_Explo\_Tox\_02.xls" en indiquant le temps de réponse effectivement mesuré lors du test afin de vérifier si des dérives apparaissent dans le temps. La réalisation et le suivi des tests des MMRI ne font pas l'objet de procédures. Les pratiques actuellement en place permettent d'effectuer un suivi satisfaisant, cependant elles n'assurent pas une absence de dérive des pratiques dans le temps.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

Mettre en place une organisation pour permettre un suivi de la cinétique de mise en œuvre des MMRI et des éventuelles dérives dans le temps. Cette organisation peut prendre la forme d'une procédure ou d'un complément à apporter aux fiches de tests actuelles afin de prévoir l'enregistrement du temps de mise en œuvre de la MMRI testée.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 4 mois

**N° 6 : Maintien en sécurité et mises à l'arrêt**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 54

**Thème(s) :** Risques accidentels, Procédures

**Prescription contrôlée :**

B.-[...]

L'exploitant définit par ailleurs les conditions et modalités de maintien en sécurité des installations en cas de défaillance ou d'anomalie [...] des mesures de maîtrise des risques et le cas échéant, les conditions dans lesquelles les installations sont mises à l'arrêt.

Ces conditions et modalités sont formalisées dans des procédures.

**Constats :**

L'exploitant dispose d'une procédure sur les "condamnations temporaires des protections instrumentales et systèmes d'extinction" (version 13 du 28/04/2023). Cette procédure n'était pas connue du service HSE et de l'ingénieur sécurité des procédés nouvellement en poste. La version actuelle est en cours de révision (version 14).

Cette procédure définit les règles à respecter pour toute intervention temporaire sur les MMR. Elle précise que, pour valider une condamnation, une mesure compensatoire doit être définie ou son absence justifiée. L'exploitant nous a précisé qu'actuellement il n'existe pas de document définissant en amont les mesures compensatoires à mettre en place. Ces mesures sont proposées soit par le chef de poste ou l'OTF (opérateur technicien fabrication) qui émet l'avis de demande

de shunt en remplissant un formulaire (213 OG 002 F1) soit par l'instrumentiste consulté qui complète la fiche. Les condamnations sont enregistrées dans une base de données informatique qui est consultée à chaque prise de poste par le chef de poste.

L'exploitant a précisé que les demandes de condamnation diffèrent selon la durée de celles-ci (supérieure ou non à 24 heures). Dans la procédure actuelle, cette durée est de 72 heures.

La procédure ne semble pas correspondre complètement aux pratiques actuelles. Il convient de la mettre à jour. Par ailleurs des mesures compensatoires en cas de condamnation nécessaire des MMRI doivent être définies de manière permanente lorsque cela est possible afin de consolider et fiabiliser la sécurité des procédés en cas de nécessité de condamnation. Ces mesures devront être partagées et disponibles facilement par les services en charge de la programmation, la mise en œuvre et le suivi de ces MMR.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

Mettre à jour, en cohérence avec les pratiques, la procédure de condamnation temporaire des protections instrumentales et systèmes de sécurité.

Définir des mesures compensatoires pour chaque MMR et mettre en place une organisation pour communiquer facilement et largement ces mesures compensatoires afin qu'elles soient connues et accessibles par les services en charge de la programmation, la mise en œuvre et le suivi de ces MMR.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 4 mois

**N° 7 : Défaillance des MMR**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 7.5

**Thème(s) :** Risques accidentels, Correction des dysfonctionnements

**Prescription contrôlée :**

[...] Les défaillances des mesures de maîtrise des risques sont enregistrées et gérées par l'exploitant. Ces défaillances sont analysées et les actions correctives et/ ou préventives nécessaires sont menées.

Les anomalies des mesures de maîtrise des risques, y compris celles conduisant à des périodes d'indisponibilité, sont enregistrées, le cas échéant, les actions correctives nécessaires sont menées. Les anomalies enregistrées sont analysées et font l'objet d'une revue, aboutissant si nécessaire, à la mise en œuvre de mesures préventives ou correctives.

Les défaillances sont des dysfonctionnements de nature à compromettre la fonction de sécurité d'une mesure de maîtrise des risques et à remettre en cause l'efficacité attendue, y compris de manière temporaire. Les anomalies sont des dysfonctionnements qui ne sont pas de nature à compromettre la fonction de sécurité de la mesure de maîtrise des risques ni à remettre en cause l'efficacité attendue (par exemple par effet d'une sécurité positive).

**Constats :**

Les anomalies constatées lors des interventions du sous-traitant Dräger sont enregistrées dans la fiche "bloc-note" du détecteur. Il est possible d'imprimer l'historique des remarques renseignées à chaque maintenance réalisée sur les détecteurs.

<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 8 : Report d'alarme des détecteurs**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 55
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Transmission
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>B.-Pour les installations dont un ou des phénomènes dangereux identifiés dans l'étude de dangers conduisent à des effets irréversibles, au sens de l'arrêté du 29 septembre 2005 susvisé, qui sortent des limites du site, les réseaux de détecteurs associés disposent d'un report avec transmission de l'alarme en tout temps à l'exploitant, par report en salle de contrôle, au poste de garde ou via une télésurveillance.</p> <p>Dans le cas d'une installation sous télésurveillance, une intervention suite à un déclenchement d'une alarme par l'un des détecteurs, est effective dans un délai maximum de trente minutes par une personne apte, formée et autorisée à la mise en œuvre des premiers moyens d'intervention.</p> <p>C.-Pour les installations, pour lesquelles le dépôt complet de la demande d'autorisation est antérieur au 1er septembre 2022, les travaux identifiés comme nécessaires pour la mise en conformité aux dispositions des points A et B du présent article sont réalisés avant le 1er janvier 2026.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Les alarmes des MMR70 et MMR76 sont reportées sur les écrans en salle de contrôle. Le site fonctionne 7j/7 et 24h/24.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite